

Le rejet d'Allègre

L'affaire était donc entendue : les enseignants ne voulaient plus parler avec leur ministre et le ministre ne pouvait plus parler avec les enseignants. Jamais on aura poussé aussi loin le souci de la «communication» et jamais les malentendus n'auront pris une telle ampleur. Il est très frappant de constater que la quasi-totalité des réformes refusées aujourd'hui par une majorité, semble-t-il, d'enseignants ont été, lors de leurs formulations, agréées par les organisations représentatives et votées dans les instances habilitées. Les questions de fond se trouvaient donc noyées dans un rejet quasi-viscéral de la personne même du ministre et de son style.

Risquons une hypothèse : est-ce que ce rejet ne viendrait pas de ce que Claude Allègre a incarné jusqu'à la caricature, inévitablement grossie par les médias, tous les aspects caractériels de l'enseignant moyen ? Et que, ce faisant, il renvoyait aux professeurs, une image intolérable -parce qu'évidente-d'eux-mêmes ? Le mépris, l'incapacité à écouter et à se remettre en cause, l'enfermement dans les certitudes, les jugements péremptaires et définitifs, l'isolement et le refus de travailler en équipe, l'incohérence des morceaux de programmes empilés (ici l'absence de projet politique global clair), la magistralité enfin des savoirs assenés comme vérités closes et définitives ? Cela ne rappelle rien aux anciens élèves que nous sommes tous ? Heureusement, comme élèves, nous avons tous rencontrés des professeurs qui démentaient cette caricature, mais combien sur l'ensemble de nos maîtres ? Et comment nous sortons-nous du face-à-face duel dans la classe où nous serons la vis avant de relâcher un peu ?

Allègre est donc tombé sur un chahut : personne ne supporte facilement de s'entendre «faire la leçon» et les professeurs qui font «la leçon» tous les jours ne supportent pas qu'on la leur fasse. Et d'ailleurs, ils ont raison ! Impossible de prôner la modernisation de notre système éducatif, la démocratisation, les innovations pédagogiques, par des méthodes et des comportements qui contredisent ces nobles intentions. L'aventure de notre ministre ressemble un peu à celle de certains formateurs de maîtres (en Écoles Normales jadis, en IUFM aujourd'hui) qui font des discours magistraux sur les méthodes actives ! Mais si les professeurs ont rejeté le donneur de leçons en chef, comment pourraient-ils s'offusquer des comportements, très divers, que prend le refus des «leçons» chez un bon nombre de leurs élèves ?

Peut-on risquer une proposition pour son successeur ?

Qu'il fasse procéder avant toute velléité de réforme à un vaste état des lieux, en y mobilisant l'ensemble des acteurs, élèves, parents, professeurs. Qu'il se fixe comme objectif ensuite -en prenant son temps !- un consensus sur la nécessaire réarticulation des trois fonctions de l'école : instruction (ouvrir à tous les élèves l'immensité des champs de la culture humaine aussi loin que possible), formation (offrir la possibilité de comprendre progressivement les exigences de l'insertion professionnelle, c'est-à-dire l'entrée dans les systèmes de production des richesses et de solidarités), éducation (permettre l'institution du citoyen en chaque petit d'homme, c'est-à-dire comprendre que les exigences du vivre ensemble sont les outils de la liberté). Il n'y a aujourd'hui, ni instruction (à ne pas confondre avec la production de tâcherons de la dissertation, c'est-à-dire de récitants de «profils-bac»), ni formation (à ne pas confondre avec l'apprentissage de la prostitution ou la production de «gagneurs»), ni éducation (à ne pas confondre avec la production de citoyens dociles, polis, «civils» et résignés à l'impuissance politique).

Chiche ? On parle ? Je demande le temps pour que je puisse parler de ces questions avec mes élèves, leurs parents et mes collègues : que nous puissions dire ce que nous faisons et l'évaluer, dire ce que nous souhaiterions en mesurant les obstacles et les enjeux. Les enfants dont nous avons la responsabilité aujourd'hui, parents et professeurs, auront à s'affronter, en tant que citoyens de la planète, à des questions qui ne se sont encore jamais posées dans toute l'histoire de l'humanité : cette planète sera-t-elle encore vivable quand ils atteindront à peine l'âge de la retraite ? Comment l'école prépare-t-elle à ouvrir les yeux sur la course collectivement suicidaire qui voit 20% à peine de la population de la planète s'accaparer plus de 80% de ses ressources en la détruisant ? Ce qui est en jeu ? L'eau, l'air, la terre, la vie, humaine si possible.

J'attends de notre ministre qu'il place son travail dans cette perspective, en rompant avec les divers bricolages qui ont tenu lieu jusqu'à présent de «réformes». On ne répare pas une voiture pendant qu'elle roule à 130 sur l'autoroute : je demande, pour tous les acteurs du système éducatif, une année sabbatique, sans examen, sans programme, sans «cours»... et sans réforme ! Et qu'on se mette tous au travail : quelle école voulons-nous ?

Bernard DEFRANCE,
professeur de philosophie
lycée Maurice Utrillo, Stains (Seine-Saint-Denis)